

505LN166 / 9

4558

(1942-1943)

A

Lutte contre l'alcoolisme -

Fermeture des débits de boissons, cafés, cabarets aux abords
d'un certain nombre d'installations ferroviaires

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	16. 8.41	<i>maigre</i>	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	16. 3.42		
Loi	22. 3.42	(J.O. 28. 3.42)	
C.A.	1. 4.42	11	Qd (b)
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	9. 4.42	<i>maigre</i>	
Dépêche du M.T.P. à la SNCF	4. 5.42		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	4. 5.42		
C.A.	13. 5.42	21	Qd (c)
" M.de la			
Santé	31. 8.43		
" M.T.P.	31. 8.43		

Lutte contre l'alcoolisme.

Fermeture des débits de boissons, cafés, cabarets aux abords d'un certain nombre d'installations ferroviaires.

4558

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 31 août 1943

D - 4717/8

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par ma lettre du 16 août 1941, je vous ai signalé la situation particulière dans laquelle se trouvent les installations ferroviaires aux abords immédiats desquelles se sont ouverts de très nombreux débits de boissons. Je vous ai demandé d'examiner la possibilité d'empêcher à l'avenir l'ouverture de nouveaux débits et d'envisager les mesures à prendre pour obtenir la fermeture des débits existants dont la présence constitue un véritable danger pour le moral et la santé de notre personnel.

La loi n° 355 du 22 mars 1942, portant extension des périmètres de protection aux installations ferroviaires, permet d'interdire l'ouverture de nouveaux débits de boissons mais ne nous donne pas les moyens de faire fermer certains débits déjà existants à proximité de nos installations. Aussi vous ai-je demandé, par ma lettre D-4.717/8 du 4 mai 1942, de bien vouloir examiner la possibilité d'inclure dans le texte législatif une disposition permettant d'éliminer les débits jugés les plus dangereux.

Par vos lettres 541 des 4 mai et 30 juin 1942, vous m'avez fait connaître qu'il n'était pas possible de modifier la loi du 22 mars 1942.

Depuis cette date, une Commission interministérielle placée sous la présidence de M. le Docteur GRASSET, Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille, a été créée, en vue d'examiner les mesures propres à permettre de lutter contre l'alcoolisme, et notamment celles susceptibles d'aboutir à la fermeture de débits existants.

Je crois donc devoir attirer à nouveau votre attention sur ce problème particulièrement préoccupant. Afin d'illustrer de façon saisissante la situation dans laquelle se trouvent placés à cet égard certains de nos établissements, j'ai fait indiquer sur le plan ci-joint les débits de boissons qui existent autour des portes d'accès du dépôt et des ateliers de la Région du Nord dans le quartier de La Chapelle à Paris.

On en compte actuellement 84 dans un rayon de moins de 200 m. autour de ces accès; 10 seulement sont fermés pour divers motifs : défaut de marchandises ou absence du propriétaire.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications.-

Vous jugerez vous-même de l'intérêt pressant des mesures qui pourraient nous permettre de remédier à une telle situation.

Le moment semble opportun dans les circonstances présentes de provoquer les décisions utiles et de faire fermer tout au moins les débits les plus nuisibles, par exemple ceux qui se trouvent à l'intérieur des périmètres de protection déjà établis par la juridiction actuelle.

Je crois donc devoir insister tout particulièrement pour que des dispositions appropriées soient prises dans ce sens afin de nous mettre à même de poursuivre la lutte entreprise contre l'alcoolisme et contre les éléments qui peuvent détourner nos agents de leurs devoirs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

[illegible]

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 31 août 1943

D 4717/8

Monsieur le Ministre,

J'ai été conduit à attirer à plusieurs reprises l'attention des Pouvoirs Publics sur les dangers de toute nature qui résultent de la présence aux abords immédiats des installations ferroviaires et, notamment des dépôts de locomotives et des ateliers, de trop nombreux débits de boissons. J'ai demandé que soit examinée la possibilité, non seulement d'empêcher à l'avenir l'ouverture de nouveaux débits, mais aussi de disposer de mesures propres à nous permettre d'obtenir la fermeture des débits existants, lorsque leur présence constitue un obstacle à la conservation du bon état de santé physique et moral de notre personnel.

La loi 393 du 22 mars 1942 portant extension des périmètres de protection aux installations ferroviaires permet d'interdire l'ouverture de nouveaux débits, mais cette législation ne nous donne pas le moyen de faire fermer ceux déjà existants à proximité de nos installations.

J'avais demandé à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications de bien vouloir examiner la possibilité d'inclure dans le texte législatif une disposition permettant d'éliminer les débits jugés les plus néfastes, mais il m'a fait connaître en mai et juin 1942 qu'il n'était pas possible de modifier la loi du 22 mars 1942 qui respecte les droits acquis.

Le problème de la lutte contre l'alcoolisme est un de ceux qui nous préoccupent le plus et je crois devoir signaler le cas de nos dépôts et ateliers de la Région du Nord dans le quartier de La Chapelle, à Paris où à moins de 200 m. des portes d'accès de ces établissements existent actuellement, comme le montre le plan ci-joint, 84 débits de boissons dont 10 seulement sont fermés pour divers motifs: défaut de marchandises ou absence du propriétaire.

Vous jugerez vous-même de l'intérêt pressant des mesures qui pourraient nous permettre de remédier à une telle situation; mesures auxquelles, j'en suis sûr, vos Services ne sauraient rester indifférents.

Le moment semble opportun d'obtenir, dans les circonstances présentes, la fermeture tout au moins des débits les plus nuisibles, par exemple, ceux qui se trouvent à l'intérieur des périmètres de protection déjà établis par la législation actuelle.

Monsieur le Docteur GRASSET, Ministre Secrétaire d'Etat à la Famille
et à la Santé.

Je vous serais très obligé, Monsieur le Ministre, de ce que vous voudrez bien faire auprès de la Commission Interministérielle placée sous votre Présidence pour appuyer cette demande et lui faire réserver un accueil favorable.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

13 mai 1942

4558

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 13 mai 1942

Questions diverses

Pas de P.V.
Sténo (p.21)

- c) Périmètre de protection en matière
de débits de boissons.

M. LE PRÉSIDENT - Ainsi que je vous en ai rendu compte le 1er avril, une loi du 22 mars 1942 avait, sur notre demande, donné aux Préfets le droit de déterminer un périmètre de protection en matière de débits de boissons autour des bâtiments occupés par le personnel de la S.N.C.F. Malheureusement cette loi ne visait que l'ouverture de nouveaux débits. Nous avions insisté pour qu'elle puisse permettre la fermeture de certains débits qui se trouvaient déjà à l'intérieur de ce périmètre. Mais, par lettre du 4 mai 1942, M. le Secrétaire d'Etat aux Communications nous a fait savoir que le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé lui avait précisé que cette loi respectait les droits acquis et ne saurait, par suite, entraîner la fermeture des débits en exploitation.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D.4717-8

- COPIE -

Paris, le 4 mai 1942.

Monsieur le Ministre,

Par lettre 541, du 9 avril, répondant à la mienne du 16 mars dernier, vous voulez bien m'aviser que l'extension aux abords des installations de chemin de fer des dispositions de la loi du 4 novembre 1940, réglementant l'établissement des débits de boissons, vient d'être réglée par la loi n° 395 du 22 mars 1942 publiée au Journal Officiel du 28.

J'ai l'honneur de vous informer que les mesures qui pourront, à l'avenir, être prises sous le bénéfice de cette loi, permettront d'interdire effectivement la création et l'ouverture de nouveaux débits de boissons à l'intérieur du périmètre fixé dans chaque cas par les préfets autour de nos divers établissements.

Mais elles ne permettent pas d'obtenir la fermeture des débits qui se trouvent déjà à l'intérieur de ce même périmètre. Certains d'entre eux sont placés aux abords immédiats de nos dépôts, de nos ateliers et de leurs accès. Or, non seulement ils constituent pour notre personnel des occasions et des tentations permanentes de se livrer aux penchants de l'alcoolisme, mais

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux
Communications - Direction Générale des Transports-
Service Technique - 4ème Bureau. -

ils sont trop souvent la source d'agitation professionnelle ou politique et le siège d'organisations susceptibles de troubler la paix sociale.

Pour nous permettre de poursuivre efficacement la lutte entreprise contre l'alcoolisme et contre les éléments qui peuvent détourner nos agents de leur devoir, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir intervenir pour que le texte de la loi précitée soit complété afin que nous puissions obtenir le cas échéant, la fermeture par voie d'expropriation de ceux des établissements existants dont la présence constitue un véritable danger pour la santé et le moral de notre personnel.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Paris, le 4 mai 1942

Direction Générale des Transports

Service Technique

4° Bureau

-
Lutte contre l'alcoolisme dans les chemins
de fer

-
541
-

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Par lettre n° 541 du 9 avril, je vous ai fait part de la publication, au Journal Officiel du 28 mars, d'une loi du 22 mars 1942 incorporant les bâtiments occupés par du personnel de la S.N.C.F. dans le périmètre de protection en matière de débits de boissons.

M. le Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé précise toutefois dans une lettre qu'il vient de m'adresser que cette loi respecte les droits acquis et ne saurait par suite entraîner la fermeture de débits en exploitation.

Le Directeur Général des Transports,

Signé: CLAUDON.

ler avril 1942

4558

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 1er avril 1942

Questions diverses

b) Périmètre de protection en matière de débits de boisson.-

Pas de P.V.
Sténo (p.12)

M. LE PRÉSIDENT.- Nous avons demandé au Gouvernement de prendre toutes dispositions utiles pour que les Préfets aient le droit d'interdire l'établissement de débits de boisson à proximité immédiate de nos dépôts. Elles viennent de faire l'objet d'une loi du 28 mars publié au Journal Officiel du 28 et ainsi conçue :

"L'article 1er de la loi du 4 novembre 1940, relative à la réglementation sur l'établissement des débits de boissons, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Les préfets pourront prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, de tous établissements d'instruction publique, des sanatoria et préventoria, des organismes publics créés en vue du développement physique de la jeunesse et de la protection de la santé publique, des établissements pénitentiaires, des casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par les troupes des armées de terre, de mer et de l'air, ainsi que par le personnel de la Société Nationale des Chemins de fer français".

Par conséquent, les Préfets ont maintenant le droit d'interdire, par arrêté, l'ouverture de débits dans un certain périmètre autour de nos établissements, mais ces arrêtés ne pourront intervenir que "sans préjudice des droits acquis", ce qui implique le maintien des débits actuellement installés.

M. ROUTET.- Cela limite sérieusement la portée de la mesure.

LOI n° 395 du 22 mars 1942 portant extension des périmètres de protection en matière de débits de boissons.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la loi du 4 novembre 1940, relative à la réglementa-

tion sur l'établissement des débits de boissons, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les préfets pourront prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, de tous établissements d'instruction publique, des sanatoria et préventoria, des organismes publics créés en vue du développement physique de la jeunesse et de la protection de la santé publique, des établissements pénitentiaires, des casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par les troupes des armées de terre, de mer et de l'air, ainsi que par le personnel de la Société nationale des chemins de fer français ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 mars 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'intérieur,
PIERRE PUCHEU.

L'amiral de la flotte, ministre de la
défense nationale, secrétaire d'Etat
à la guerre, par intérim,
A¹ DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,
A¹ DARLAN.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
G¹ BERGERET.

Le secrétaire d'Etat à la famille
et à la santé,
SERGE HUARD.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
JEAN BERTHELOT.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

16 mars 1942

D 4717/8

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par lettre P. 6.020 du 16 août dernier, je vous ai rendu compte de l'action particulièrement néfaste qu'exerce, tant en ce qui concerne la propagation d'idées subversives que le développement de l'alcoolisme parmi les agents de la S.N.C.F., la présence de débits de boissons, cafés, cabarets, etc ... aux abords d'un certain nombre d'installations du chemin de fer.

J'ai estimé devoir attirer votre attention, à cette occasion, sur le fait que la loi du 4 novembre 1940 ne mentionne comme susceptibles d'être protégés à cet égard que les édifices consacrés au culte, les cimetières, hospices, sanatoria, préventoria, établissements d'instruction publique et organismes publics créés en vue du développement physique de la jeunesse et de la protection de la santé publique.

Or, certains préfets considèrent que cette énumération est limitative, et se sont refusés à prendre des arrêtés d'interdiction visant les débits de boissons existant ou pouvant être créés dans le voisinage de nos dépendances.

Je vous ai demandé, en conséquence, de bien vouloir intervenir pour que le texte de la loi précitée soit complété en vue de nous permettre d'obtenir la fermeture des établissements dont la présence constitue un véritable danger pour le moral et la santé de notre personnel.

Aucune décision n'ayant encore été prise à notre connaissance dans ce domaine, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de soumettre à nouveau la question à votre examen, en insistant de façon la plus pressante sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
244, Boulevard Saint-Germain (7°)

vous veuillez bien la faire résoudre le plus rapidement possible dans le sens que nous vous avons indiqué.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.